

## **Le prince Al-Walid veut aider les entreprises françaises à s'implanter en Arabie saoudite**

*26.06.2015*

*LE MONDE ECONOMIE*

La Caisse des dépôts (CDC) a annoncé, vendredi 26 juin, la création d'un « fonds d'investissement franco-saoudien » avec le prince Al-Walid, le milliardaire le plus connu du royaume wahhabite, actionnaire notamment de Citigroup, Time Warner, Euro Disney, Twitter ou encore Apple. Objectif : aider les PME tricolores à s'implanter dans la péninsule arabique. La CDC et Kingdom Holding Company (KHC), la société mère des activités de M. Al-Walid, apporteront dans un premier temps 100 millions de dollars (90 millions d'euros) à ce fonds, répartis à parité. « Mais l'objectif est de porter la dotation totale à 400 millions de dollars, qui seront levés auprès d'investisseurs présents dans la région du Golfe », explique-t-on dans l'entourage de Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères, qui devait présider la cérémonie de signature de l'accord vendredi matin. Le fonds « aura vocation à investir dans des projets portés par des entreprises françaises, dans le cadre de leur développement en Arabie saoudite (...) et dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe [Oman, Koweït, Bahreïn, Emirats arabes unis et Qatar], et à bénéficier ainsi de la croissance rapide de cette région, dont l'Arabie saoudite, membre du G20, constitue la première économie », justifie le Quai d'Orsay.

**Embellie des relations franco-saoudiennes**

Preuve supplémentaire de l'embellie des relations entre la France et le royaume saoudien, le prince Al-Walid a également invité un consortium de huit entreprises tricolores à entrer au capital de sa holding. Axa, Engie, Orange, Safran, Suez environnement, Aéroports de Paris, Eiffage, Edenred vont ainsi investir un total de 150 millions de dollars (134 millions d'euros) dans KHC, soit 1 % de la capitalisation de celle-ci. Il s'agit « d'accroître leur présence économique en Arabie saoudite et dans le Golfe », explique-t-on au ministère des affaires étrangères. « C'est la première fois qu'Al-Walid accepte d'ouvrir son groupe à des entreprises étrangères, c'est une réelle marque de confiance, confie un bon connaisseur des relations franco-saoudiennes. Cela va permettre à ces sociétés de gagner en visibilité et de bénéficier de la carte de visite d'Al-Walid, qui est très influent dans la région mais également en Afrique. » Cette entrée au capital de KHC s'explique aussi par l'ouverture aux étrangers de la bourse de Riyad, première place financière de la région, avec une capitalisation de près de 600 milliards de dollars, officialisée le 15 juin.

« Une fenêtre de tir que nous devons exploiter »

Ces accords de coopération marquent un nouveau signe du rapprochement entre la France et l'Arabie saoudite, initié par François Hollande à son arrivée à l'Élysée en 2012. Jusqu'ici inféodé aux États-Unis, le royaume wahhabite est en désaccord avec Washington sur la question du maintien de Bachar Al-Assad à la tête de la Syrie et sur la signature d'un accord sur le nucléaire iranien. « Il y a une fenêtre de tir que nous devons exploiter », estimait un chef d'entreprise français lors d'une visite, en avril, de M. Fabius à Riyad. Les échanges commerciaux entre les deux pays, qui ont atteint 10 milliards d'euros l'an dernier, sont il est vrai très déséquilibrés. La France a importé, en 2013, plus de 7 milliards d'euros de produits hydrocarbures en provenance d'Arabie saoudite, soit trois fois plus qu'il y a cinq ans. Les

exportations françaises n'ont, dans le même temps, progressé que de 14 %, pour atteindre péniblement 2,9 milliards d'euros. Pis, le nombre d'entreprises tricolores exportant vers le royaume, aujourd'hui estimé à 4 000, n'a cessé de diminuer ces dix dernières années.